

Unité départementale de la Côte-d'Or  
DREAL  
21 bd Voltaire  
21079 Dijon

Dijon, le 15/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)**

ZI Rue de l'Europe  
BP 80236  
57370 Phalsbourg

Références : 0005402438 / 313  
Code AIOT : 0005402438

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC) implanté ZAE de Boulouze 21110 Fauverney. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)
- ZAE de Boulouze 21110 Fauverney
- Code AIOT : 0005402438
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

FM Logistic France possède 30 plates-formes en France, dont une à Fauverney. La société est en

activité depuis 53 ans. Le site est un entrepôt logistique. C'est un prestataire logistique national et international spécialisé dans la gestion et la réalisation de prestations en entrepôts, du conditionnement à la distribution.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Conservation de certains produits	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Compatibilité entre produits	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Organisation du stockage	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe	Sans objet
2	Organisation des cellules de stockage	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe	Sans objet
3	Organisation des cellules	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe	Sans objet
4	Modalités de stockage	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe	Sans objet
5	Modalités de stockage	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe	Sans objet
6	Stockage des liquides inflammables	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe	Sans objet
8	Stockage des matières dangereuses	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'établissement FM France vise à contrôler les conditions de stockage, notamment de stockage de les produits relevant de la rubrique 4510, en fonction de nouveau arrêté préfectoral complémentaire du 06/05/2024.

L'exploitant respecte globalement les prescriptions de son nouvel arrêté. Certaines modes de stockages ne sont pas encore mis en place.

Les cellules de stockage doivent être prises en compte comme des zones à risque incendie et les identifier en tant que telles.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation du stockage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation du stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le stockage est effectué de manière à ce que toutes les issues de secours soient largement dégagées.  L'entrepôt a une capacité de stockage de 255 286 palettes [...].
<b>Constats :</b>  Lors de visite du site une vérification de l'ensemble de sorties de secours pour la cellule B4 a été réalisée. Le jour de l'inspection, les 9 sorties étaient largement dégagées, indiquées et facilement accessibles. Aucun objet ne gênait l'ouverture des portes de cette cellule.  L'arrêté préfectoral mentionne une capacité de stockage de 255 286 palettes. Cette capacité de stockage est réalisée dans 18 cellules. A ce jour seulement 13 cellules sont construites, ce qui représente une capacité de stockage de 118 600 palettes (cf. point de contrôle n°2).  Le jour de l'inspection 60 180 palettes sont utilisées pour le stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : Organisation des cellules de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe

Thème(s) : Risques accidentels, organisation des cellules

Prescription contrôlée :

L'entrepôt est composé de 18 cellules de stockage, la cellule 12A étant supprimée.

Désignation	Surface Utile (1) m²	Volume (2)	En stockage classique	En stockage densifié		
T o t a l cellule m3	Nombre maximum d'emplacements palettes réservé ( E P R )	Quantité stockée ( e n équivalent)	Nombre maximum d'emplacements palettes réservé ( E P R )	Quantité stockée ( e n équivalent)		

Entrepôt 1	3 968	33 525		-		
Entrepôt 2	5 951	80 044	10 182	8 146	-	-
Entrepôt 3	5 951	80 044	10 140	8 112	18 052	14 442
Entrepôt 4	5 356	72 040	8 872	7 098	15 112	12 090
Entrepôt 5	5 356	72 040	8 896	7 117	15 114	12 091
Entrepôt 6	5 951	80 044	9 936	7 949	18 052	14 442
Entrepôt 7	5 951	80 044	10 032	8 026	18 052	14 442
Entrepôt 8	4 942	66 472	7 920	6 336	14 254	11 403
Entrepôt 9	5 801	78 018	9 002	7 202	9 810	7 848
Entrepôt 10	5 801	78 018	9 032	7 226	9 810	7 848
Entrepôt 11	3 968	33 525				
Entrepôt 12	5 951	80 044	10 212	8 170	-	-
Entrepôt 13	5 951	80 044	10 140	8 112	18 052	14 442
Entrepôt 14	5 951	80 044	10 186	8 149	18 050	14 440

Entrepôt 15	5 951	80 044	10 210	8 168	18 052	14 442
Entrepôt 16	5 951	80 044	9 948	7 958	18 052	14 442
Entrepôt 17	5 951	80 044	10 176	8 141	18 046	14 437
Entrepôt 18	4 166	56 031	6 216	4 973	10 674	8 539
<b>TOTAL</b>	<b>99 343</b>	<b>1 296 497</b>	151 982	<b>121 586</b>	<b>255 286</b>	<b>204 229</b>

#### Constats :

L'arrêté préfectoral autorise l'exploitation de 18 cellules de stockage conformément aux éléments indiqués dans le dossier de demande d'autorisation de 2007.

Seulement 13 cellules sont aujourd'hui construites et exploitées.

Les cellules de stockage numéros 1, 11, 12 , 17 et 18 n'ont jamais été construites et la cellule 12A a été supprimée. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la construction de ces cellules est conditionnée à une nouvelle demande client ne permettant pas de réaliser le stockage dans les cellules existantes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Organisation des cellules

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe

**Thème(s) :** Risques accidentels, Organisation des cellules

#### Prescription contrôlée :

[...]

Toutes les cellules ont pour hauteur sous toiture 13,70 mètres au maximum, hormis les cellules 1 et 11 limitées à 8,70 mètres.

Le réseau de sprinklage est configuré pour chaque cellule en fonction des produits et de leurs

caractéristiques mais aussi du type de stockage (classique ou en rack densifié) afin de déterminer l'architecture la plus adéquate.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Étant donné, que les cellules 1 et 11 n'ont pas été construites, toutes les cellules existantes ont pour hauteur sous toiture, selon l'exploitant, 13,70 mètres au maximum.</p> <p>Le système de sprinklage mis en place sur le site est un sprinklage à eau (aucune mousse n'est utilisée) et est configuré de la même façon dans l'ensemble des cellules.</p> <p>En juillet 2024, suite à l'inspection d'un assureur, l'exploitant a augmenté la distance entre les palettes pour le stockage densifié d'une partie de la cellule B4, passant de 50 à 75 cm. Cette opération a diminué la capacité de stockage dans la cellule B4 d'environ 350 palettes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Modalités de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ,</li> <li>- hauteur maximale de stockage : 8 mètres,</li> <li>- distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun stockage en masse (matières conditionnées, empilées les unes sur les autres), n'est mis en place actuellement sur le site. Ce type de stockage a été prévu uniquement pour les cellules 1 et 11, qui ne sont pas encore construites.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Modalités de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, espace minimum
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, et aux éléments de structure.</p>

[...]
<b>Constats :</b>  Aucun stockage en vrac n'est mis en place dans les cellules de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Stockage des liquides inflammables**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, La hauteur de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] La hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu et : - limitée à 7,60 mètres pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L ; - limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 230 L.  [...]
<b>Constats :</b>  Aujourd'hui aucun stockage de liquides inflammables n'est exercé sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Conservation de certains produits**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations de réfrigération
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Pour assurer la conservation de certains produits, la plate-forme est équipée d'installations de réfrigération. Ces installations n'utilisent pas de fluides inflammables ou toxiques. [...]
<b>Constats :</b>  <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 20px;"> <p>La cellule B7 est équipée de 3 roof-top, permettant de maintenir la température de la cellule entre 15 et 25 °C (exigence pour les produits para-pharmaceutiques).</p> <p>L'exploitant a présenté 3 certificats de contrôle de ces appareils :</p> </div>



- certificat 15705 -01 du 06/12/23, pour l'appareil n° 01 mentionnant la capacité de 2\*11 kg (14,85 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>) pour un gaz R32) ;
- certificat 15705 -02 du 01/12/23, pour l'appareil n° 02 mentionnant la capacité de 2\*11 kg (14,85 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>) pour un gaz R32) ;
- certificat 15705 -03 du 01/12/23, pour l'appareil n° 01 mentionnant la capacité de 2\*11 kg (14,85 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>) pour un gaz R32).

Les gaz R32 sont autorisés actuellement pour les installations de réfrigération.

Observation 1 :

Une erreur dans le certificat 15705 -03 du 01/12/23 a été constatée. Il a été établi pour l'appareil n° 01 au lieu de l'appareil n° 03.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera que le certificat 15705 -03 du 01/12/23 a été réalisé pour l'appareil n°03.

L'exploitant transmettra les caractéristiques au titre du règlement CLP du gaz R32 utilisé pour ses installations de réfrigération.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N° 8 : Stockage des matières dangereuses**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe

**Thème(s) :** Risques accidentels, Liquides inflammables et aérosols

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant est autorisé à stocker dans toutes cellules des matières dangereuses, y compris des liquides inflammables et aérosols en quantité limitée en respectant les dispositions suivantes :

1) la proportion de produits inflammables et aérosols est limitée à :

- 11 % en masse pour les cellules en stockage classique ;
- 6 % dans les cellules pouvant accueillir du stockage densifié (cellules 3 à 10 et 13 à 18).

2) les aérosols sont placés obligatoirement dans des racks disposant de platelage et de grillages anti-missiles de maille de 5 cm, au milieu du double rack qui se trouvera en face de ces produits.

3) le stockage des aérosols en faible quantité répondant aux spécifications techniques précisées ci-dessus (grillage, platelage ...) est autorisé dans toute cellule.

<p>4) Le stockage des produits 4510, 4511 et 4718 est limité à 400 tonnes par cellule.</p> <p>5) La quantité maximale de produits 4718, 4321, 4320.1 dans l'installation est limitée à 490 tonnes. La limite est portée à 400 tonnes par cellule pour les produits de ces trois rubriques.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection les éléments lui permettant de justifier à tout moment du respect de ces dispositions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection d'installations classées qu'il ne stockait ni des liquides inflammables et ni d'aérosols. Cette option pourrait être utilisée en cas de demande de client.</p> <p>Par sondage, la vérification de l'état du stock pour les produits relevant des rubriques 4510, 4511 et 4718 a été réalisée.</p> <p>Pour la cellule <b>B4</b> a été constatée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'un peu moins de 51 tonnes de produits relevant de la rubrique 4510 ;</li> <li>- l'absence de produits relevant de la rubrique 4511 ;</li> <li>- l'absence de produits relevant de la rubrique 4718 ;</li> </ul> <p>Pour la cellule <b>B5</b> a été constatée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'un peu moins de 52 tonnes de produits relevant de la rubrique 4510 ;</li> <li>- l'absence de produits relevant de la rubrique 4511 ;</li> <li>- l'absence de produits relevant de la rubrique 4718 ;</li> </ul> <p>Pour la cellule B5 la présence d'un produit relevant de la rubrique 4510, mentionné dans l'état de stock, a été vérifié sur le site. Aucune anomalie n'a été relevée.</p> <p>Le jour de l'inspection aucun stockage de produits relevant des rubriques 4321 et 4320.1 n'est constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Compatibilité entre produits

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/05/2024, article 2 de l'annexe</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compatibilité entre produits</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'organise pour respecter les incompatibilités entre produits : une analyse systématique des FDS est réalisée par le responsable sécurité du site avant tout stockage pour identifier les incompatibilités.</p> <p>Si une incompatibilité est détectée, une séparation physique est mise en place entre les palettes de produits incompatibles : elle doit être la plus grande possible et à minima de 2 mètres.</p> <p>Les cellules de stockage sont considérées comme des zones à risque incendie et sont identifiées en tant que telles.</p>

**Constats :**

Dans un premier temps, la vérification de compatibilité des produits entre eux est réalisée par du personnel du siège de FM. Dans un second temps la responsable QHSE vérifie la compatibilité des produits stockés via les fiches FDS et la base de données des produits stockés sur le site.

L'exploitant a indiqué qu'il prenait en compte également la non comptabilité entre les produits chimiques et les produits alimentaires.

Depuis la mise en place de l'entrepôt en 2008, aucun changement de typologie de produits n'a eu lieu.

L'exploitant a un accès permanent aux fichiers FDS («Quick FDS»). Chaque mise à jour ou modification des fichiers FDS est signalée automatiquement aux utilisateurs.

**Non-conformité 1 :**

L'identification des cellules de stockage comme des zones à risque incendie n'est pas réalisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'identification des cellules de stockage comme des zones à risque incendie doit être réalisée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours